

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2247

21 octobre 2010

SOMMAIRE

A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée	107855	SHL Luxembourg S.à r.l.	107829
Algeco/Scotsman Group S.à r.l.	107854	S.I.I.G. S.A.	107825
Capital Développement Europe S.A.	107855	SINEK Capital S.A.	107828
Ekabe International S.C.A.	107828	Société Civile Immobilière Delva	107825
Equipement Hotelier Luxembourg SA ..	107825	Société Civile Immobilière Delva	107825
Europa Aluminium S.à r.l.	107840	Société Civile Immobilière HEI-BAT	107826
Frin S.A.	107826	Société Civile Immobilière HEI-BAT	107810
Klarolux Investments S.à r.l.	107856	Sogecol SA	107827
Königinstrasse I S.à r.l.	107839	Sokrates Invest	107828
Lion Residential S. à r. l.	107854	Spaqui S.A.	107828
Omuti S.A.	107842	Star Estate S.A.	107838
PHD Overseas Limited	107856	Süd-Ost Finanz S.A.	107838
Pierse S.à r.l.	107856	Tag Domaines & Négoce S.A.	107839
Pjur Group Luxembourg S.A.	107810	TD Aktiengesellschaft	107840
Private Equity Selection International (PE-SI) 1 S.A.	107824	TD Aktiengesellschaft	107840
Private Equity Selection International (PE-SI) 2 S.A.	107853	TD Aktiengesellschaft	107840
Property Leasing SA	107810	The Circle Investment Group Holdings SAH	107842
Property Leasing SA	107822	The Circle Investment Group S.A. - SPF	107842
Quotation Holding S.A.	107822	Timco Sàrl	107841
Renaissance Finance S.A.	107823	Tornio Investments S.A.	107841
RESALIFE Holding S.à r.l.	107823	Torroshomes International S.A.	107852
Ristorante Pizzeria L'Aquila S.à r.l.	107824	Torroshomes International S.A.	107842
Ristorante Pizzeria L'Aquila S.à r.l.	107823	Tracol Immobilier S.A.	107839
Riverside Finance S.A.	107824	U.F. Holdings S.à r.l.	107852
Sa.Fa. S.A.	107826	U.F. Investments S.à r.l.	107852
Samosa S.A.	107823	United Fund of Funds	107853
Samosa S.A.	107827	Velcan Energy Luxembourg S.A.	107855
Sanae S.A.	107811	Vitus Immobilien S.à r.l.	107854
Sanae S.r.l.	107811	ViVa Partners S.à r.l.	107841
S & A S.à.r.l.	107824	Vrucht Invest S.A.	107822
SE Group S.A.	107827	Walter Management & Financing S.A. ..	107855
Semarra S.A.	107827	Zenta International S.A.	107841

Pjur Group Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 87, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 57.423.

—
Auszug der Beschlüsse der Aktionäre aus der Generalversammlung vom 9. September 2010

Am Donnerstag, den 9. September 2010 um 15.00 Uhr, haben die Aktionäre der PJUR GROUP LUXEMBOURG S.A. mit Sitz in Wasserbillig folgende Beschlüsse getroffen:

Da die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder von:

- Bedworth LTD,
- Garfield Finance,

abgelaufen sind, werden diese nicht erneuert.

Desweiteren, da die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder von:

- OELSNER FINANCIAL CORP., mit Sitz in Wickhams Cay I, Road Town, Tortola (Britisch Virgin Islands).
- CAPEHART INVESTMENTS LTD, mit Sitz in Wickhams Cay I, Road Town, Tortola (Britisch Virgin Islands).
- Herr Alexander Giebel, Geschäftsführer, wohnhaft in D-54290 Trier, 7 St-Anna Strasse

2010 abgelaufen sind, werden diese für sechs Jahre erneuert, das heisst bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

Zudem, da das Mandat des Delegierten des Verwaltungsrates von:

- Herr Alexander Giebel, Geschäftsführer, wohnhaft in D-54290 Trier, 7 St-Anna Strasse

2010 abgelaufen ist, wird dieses für sechs Jahre erneuert, das heisst bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016

Desweiteren, da das Mandat des Aufsichtskommissars:

- LUX-AUDIT S.A. mit Sitz in L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie (H.R. Luxembourg B 25.797)

2010 abgelaufen ist, wird dieses für sechs Jahre erneuert, das heisst bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.

Wasserbillig, den 9. September 2010.

Référence de publication: 2010123184/29.

(100140071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Société Civile Immobilière HEI-BAT, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg E 1.671.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg,
le 14 septembre 2010

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010123202/11.

(100140159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Property Leasing SA, Société Anonyme.

Siège social: L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith.

R.C.S. Luxembourg B 7.044.

—
Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 13 septembre 2010.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010123186/12.

(100139912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

**Sanae S.r.l., Société Anonyme,
(anc. Sanae S.A.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 87.462.

L'an deux mille dix.

Le cinq août.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SANAE S.A.", ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 87.462, constituée sous la forme d'une société anonyme, suivant acte reçu par Maître Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 16 mai 2002, publié au Mémorial C numéro 1159 du 1^{er} août 2002,

modifié suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 août 2010, en voie de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

ayant un capital social de soixante-dix-huit mille euros (EUR 78.000,-) représenté par sept mille huit cents (7.800) actions de dix euros (EUR 10,-) chacune,

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jeff FELLER, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Modification de la dénomination de la société en SANAE S.R.L.
- 2.- Modification de l'objet social.
- 3.- Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2059.
- 4.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.
- 5.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".
- 6.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
- 7.- Nominations statutaires
- 8.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en SANAE S.R.L.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article trois des nouveaux statuts en langue italienne ci-après.

Troisième résolution

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2059.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée, à I-20129 Milan, Via Giuriati 16 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée" et de transformer les actions en parts sociales.

Sixième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

STATUTO

Titolo I

Art. 1. Denominazione.

1.1 La società è denominata SANAE S.R.L.

Art. 2. Sede.

2.1 La società ha sede nel Comune di Pontecagnano Faiano (SA) all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese ai sensi dell'art. 111 ter disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 L'organo amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità operative (ad esempio succursali, filiali, agenzie e sub-agenzie, uffici amministrativi senza stabile rappresentanza, stabilimenti, depositi e punti vendita), ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato. Spetta invece ai soci deliberare la istituzione di sedi secondarie o il trasferimento della sede in Comune diverso da quello indicato sub 2.1.

Art. 3. Oggetto.

3.1 La società ha per oggetto, sia in Italia che all'estero, l'attività di:

- la compravendita, locazione, permuta di fabbricati e porzioni di fabbricati aventi qualsiasi destinazione e qualsiasi utilizzazione (civile, industriale, artigianale, di istruzione e culto, per attività sportive, militari, turistiche, alberghiere e con destinazione pubblica o privata in genere), nonché di terreni e suoli;
- la gestione ed amministrazione di beni immobili, in proprio o per conto terzi;
- costruzioni e lavori edili di ogni genere, quali a titolo esemplificativo e non esaustivo, lavori di costruzione di fabbricati residenziali e non, lavori stradali, di bonifica, idraulici, elettrici, sia per conto proprio che di terzi, da realizzare direttamente o concedendo cottimi e appalti.

Nei limiti dell'oggetto suindicato la società potrà inoltre:

- chiedere, ottenere, registrare brevetti per marchi di impresa e per invenzioni industriali o per altri diritti di proprietà industriale;
- stipulare contratti di licenza, comprare, sfruttare e vendere marchi, nomi commerciali, diritti d'autore, brevetti, invenzioni, usati in qualsiasi paese.

Dall'ambito delle attività sopra elencate resta, comunque, esclusa ogni attività professionale per il cui esercizio è necessaria l'iscrizione in appositi albi o elenchi; pertanto per le attività professionali inerenti i servizi di cui sopra saranno, di volta in volta, responsabilizzati professionisti dipendenti, soci o anche estranei alla società.

3.2 La società, ai soli fini del conseguimento dell'oggetto sociale, e, comunque, quale attività non prevalente, e non nei confronti del pubblico:

- può compiere tutte le operazioni mobiliari, immobiliari e finanziarie aventi pertinenza con l'oggetto sociale;
- può assumere interessenze, quote, partecipazioni anche azionarie in altre società, anche di tipo consortile, di joint venture, di associazioni temporanee di imprese e consorzi ed imprese aventi scopi affini e/o analoghi, non ai fini del collocamento;
- può contrarre mutui ed in genere ricorrere a qualsiasi forma di finanziamento con Istituti di Credito, con Banche, con società o privati concedendo le opportune garanzie mobiliari ed immobiliari, reali e personali;
- può prestare fidejussioni, avalli, cauzioni e garanzie in genere anche a favore di terzi.

Art. 4. Durata.

4.1 La durata della società è fissata sino al trentuno dicembre 2059 (duemilacinquantanove) e può essere prorogata con deliberazione dell'assemblea dei soci.

Titolo II

Art. 5. Capitale sociale - Aumento.

5.1 Il capitale e' fissato in Euro 78.000,00(settantottomila virgola zerozero centesimi).

Le partecipazioni dei soci possono essere determinate anche in misura non proporzionale ai rispettivi conferimenti, sia in sede di costituzione che di modifiche del capitale sociale.

5.2 L'aumento del capitale sociale a pagamento è disciplinato dagli artt. 2480 e 2481-bis Cod. Civ.; l'aumento gratuito, dall'art. 2481-ter Cod. Civ..

5.3 In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute nonché il diritto di prelazione sulle partecipazioni non sottoscritte da altri soci.

5.4 Il conferimento può anche avvenire mediante la prestazione di una polizza di assicurazione o di una fidejussione bancaria con cui vengono garantiti, per l'intero valore ad essi assegnato, gli obblighi assunti dal socio aventi per oggetto la prestazione d'opera o di servizi a favore della società. In tal caso la polizza o la fidejussione possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in danaro presso la società.

5.5 Possono essere conferiti, a liberazioni dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica.

La delibera di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento; in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in danaro.

Art. 6. Riduzione del capitale.

6.1 Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge mediante deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

6.2 In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale se nominato, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

Art. 7. Finanziamento dei soci.

7.1 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale ed anche non in proporzione delle rispettive quote di partecipazione al capitale sociale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico ai sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

Salvo diversa determinazione, i versamenti effettuati dai soci devono considerarsi infruttiferi.

7.2 In casi di versamenti in conto/capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera assembleare.

7.3 Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 Cod. Civ..

Titolo III

Art. 8. Diritti dei soci.

8.1 I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Art. 9. Comproprietà' delle partecipazioni.

9.1 Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli artt. 1105 e 1106 del Cod. Civ..

9.2 Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica il combinato disposto dall'art. 2352 del Cod.Civ. e dagli artt. 2468, ultimo comma, e 2471 bis del Cod. Civ..

Art. 10. Trasferimento delle partecipazioni.

10.1 Le partecipazioni sono trasferibili per atto tra vivi; tuttavia agli altri soci, come risultanti dal Registro delle Imprese competente, spetta il diritto di prelazione per l'acquisto disciplinato al successivo punto 10.3.

10.2 Ai fini dell'applicazione del presente articolo, per "trasferimento per atto tra vivi" s'intende qualsiasi negozio giuridico di alienazione e quindi, a titolo puramente esemplificativo, oltre alla vendita, la permuta, il conferimento, la dazione in pagamento e la donazione.

10.3 Qualora un socio intenda trasferire, in tutto o in parte, la propria partecipazione, dovrà offrirla in prelazione a tutti gli altri soci comunicando, a mezzo lettera raccomandata, la propria offerta all'organo amministrativo. L'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento.

L'organo amministrativo, entro quindici giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) entro trenta giorni dalla data di ricezione (risultante dal timbro postale) della predetta comunicazione ciascun socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo, sempre a mezzo lettera raccomandata, la dichiarazione di esercizio della prelazione;

b) entro quindici giorni dalla data di scadenza del termine di cui al punto a), l'organo amministrativo comunicherà al socio offerente l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta (e delle eventuali modalità da osservare nel caso in cui la partecipazione offerta non sia proporzionalmente divisibile tra tutti i soci accettanti), della data fissata per il trasferimento che dovrà comunque avvenire entro e non oltre i trenta giorni successivi.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alle partecipazioni da ciascuno di essi possedute. Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono avvalersene.

Qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci.

Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la intera partecipazione offerta, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente.

La comunicazione dell'intenzione di trasferire la partecipazione formulata con le modalità innanzi indicate equivale a "invito a proporre". Pertanto il socio che effettua la comunicazione, dopo essere venuto a conoscenza della proposta contrattuale (ai sensi dell'art. 1326 Cod. Civ.) da parte del destinatario della denuntiatio, avrà la possibilità di non prestare il proprio consenso alla conclusione del contratto.

Qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro i sessanta giorni successivi al giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione deve essere ripetuta.

La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione nonché in tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, il prezzo sarà determinato, mediante relazione giurata di un esperto nominato dal Presidente del Tribunale competente in relazione alla sede legale della società su istanza della parte più diligente; nell'effettuare la sua determinazione l'esperto dovrà tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione ad un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società.

10.4 Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando s'intenda trasferire la nuda proprietà e/o l'usufrutto della partecipazione.

10.5 Il diritto di prelazione potrà essere esercitato da ciascun socio con le modalità di cui sopra in tutte le ipotesi di esecuzione del pegno, di vendita o assegnazione forzata delle partecipazioni e/o dei diritti di opzione ovvero di liquidazione in procedure concorsuali. Il diritto di prelazione potrà essere esercitato al prezzo determinato nell'ambito del procedimento di escussione del pegno o nelle anzidette procedure esecutive o concorsuali.

10.6 Nell'ipotesi di trasferimento di partecipazione per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel Registro delle Imprese competente, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società.

10.7 La cessione delle partecipazioni sarà possibile senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci.

10.8 Le partecipazioni sono liberamente trasferibili, senza l'osservanza delle formalità di cui innanzi, nelle seguenti ipotesi:

a) cessione, da parte di socio persona giuridica, di tutte o parte delle partecipazioni o diritti di opzione posseduti a società facenti parte del suo stesso gruppo. Si intende per facente parte dello stesso gruppo qualsiasi società, direttamente o indirettamente controllante la società socia o controllata dalla società socia o controllata dalla stessa controllante: tutto ciò ai sensi dell'art. 2359, nn. 1 e 3, Cod. Civ..

Il trasferimento deve essere effettuato con la condizione che le partecipazioni dovranno essere trasferite ad altra società dello stesso gruppo nel caso in cui la cessionaria cessi di far parte di tale gruppo;

b) intestazione a società fiduciaria o reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario), agli effettivi proprietari;

c) successione mortis causa. In caso di continuazione della società con più eredi del socio defunto gli stessi dovranno nominare un rappresentante comune.

Titolo IV

Art. 11. Decisioni dei soci.

11.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

11.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) la nomina, nei casi previsti dalla legge, dei Sindaci e del Presidente del Collegio Sindacale o del Revisore;
- d) le modificazioni del presente Statuto;

e) le decisioni di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci, nonché l'assunzione di partecipazioni in altre imprese commerciali comportante una responsabilità illimitata per le obbligazioni delle medesime.

11.3 Non possono partecipare alle decisioni sia nelle forme di cui al successivo art. 12 che nelle forme di cui al successivo art. 13, i soci morosi ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

Art. 12. Consultazioni scritte.

12.1 Le decisioni dei soci, salvo quanto previsto al successivo art. 13.1, sono adottate mediante consultazione scritta.

12.2 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più amministratori o di tanti soci che rappresentino almeno il terzo del capitale sociale e consiste in una proposta di deliberazione che dovrà essere inviata a tutti gli aventi diritto al domicilio risultante dai libri sociali con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento. Dalla proposta deve risultare con chiarezza l'argomento oggetto della consultazione, le ragioni e quanto necessario per assicurare una adeguata informazione sugli argomenti da trattare, nonché l'esatto testo della decisione da adottare.

I soci hanno trenta giorni per trasmettere presso la sede sociale la risposta, che deve essere messa in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni trenta e non superiore a giorni cinquanta.

La risposta deve contenere un'approvazione, un diniego o una astensione espressa.

La mancanza di risposta dei soci entro il termine suddetto viene considerata come voto contrario.

Spetta all'organo amministrativo raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne i risultati a tutti i soci, amministratori e sindaci, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti con il capitale da ciascuno rappresentato;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi soci.

12.3 Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al precedente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

12.4 Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

12.5 Le decisioni dei soci, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci.

Art. 13. Assemblee.

13.1 Con riferimento alle materie indicate nel precedente art. 11.2 ai punti d) ed e), in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente Statuto, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere adottate mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

13.2 L'assemblea può essere convocata anche fuori della sede sociale, purché in Italia o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente all'Unione Europea.

13.3 L'assemblea viene convocata dal Presidente del Consiglio di amministrazione, da uno degli amministratori o da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale con avviso spedito almeno otto giorni prima (e ricevuto almeno cinque giorni prima) di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento (ad es. fax, posta elettronica, etc.), fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal Registro delle Imprese competente. Nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica, o altri mezzi similari, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal socio e che risultino espressamente dal Registro delle Imprese competente. Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

13.4 Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

13.5 In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 14. Svolgimento delle assemblee.

14.1 L'assemblea è presieduta, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, dall'Amministratore Unico (nel caso di cui al successivo art. 17.1 sub a), dal Presidente del Consiglio di Amministrazione (nel caso di cui al successivo art. 17.1 sub b) o dall'Amministratore più anziano (nel caso di cui al successivo art. 17.1 sub c). In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

14.2 L'assemblea nomina un Segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci.

14.3 Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare il suo svolgimento ed accertare i risultati delle votazioni.

14.4 Le riunioni dell'assemblea, anche se verbalizzate da notaio, possono essere tenute con interventi dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, alle seguenti condizioni delle quali dovrà darsi atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea tenuta ai sensi del precedente art. 13.5) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

Art. 15. Diritto di voto e quorum assembleari.

15.1 A ciascun socio spetta un numero di voti proporzionale alla sua partecipazione.

15.2 Hanno diritto di intervenire all'assemblea i soci che alla data in cui è tenuta possano essere considerati tali a norma dell'art. 2470 Cod.Civ..

15.3 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta consegnata al delegato anche via telefax o via posta elettronica con firma digitale; delega che dovrà essere conservata dalla società.

La delega non può essere rilasciata con il nome del rappresentante in bianco. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega, salvo che si tratti di procuratore generale.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni.

E' ammessa anche una delega a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno.

15.4 L'assemblea approva, a maggioranza dei presenti, le modalità di voto, su proposta del Presidente. Il voto deve essere palese o comunque deve essere espresso con modalità tali da consentire l'individuazione dei soci dissenzienti.

15.5 L'assemblea delibera, sia in prima che in seconda convocazione, con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale, salvo che nei casi previsti dal precedente art. 11.2 punti d) ed e) nei quali è richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.

Restano comunque salve le altre disposizioni del presente Statuto che per particolari delibere richiedono diverse specifiche maggioranze.

15.6 Per introdurre i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'art. 2468 Cod. Civ. è necessario il consenso di tutti i soci.

15.7 Per modificare o sopprimere i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'art. 2468 Cod. Civ. è necessario il consenso di tutti i soci.

Art. 16. Verbale dell'assemblea.

16.1 Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario o dal Notaio, se richiesto dalla legge.

16.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato,

l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

16.3 Il verbale relativo alle delibere assembleari comportanti la modifica dell'atto costitutivo deve essere redatto da un Notaio.

16.4 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci.

Titolo V

Art. 17. Amministrazione.

17.1 La società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

- a) da un Amministratore Unico;
- b) da un Consiglio di Amministrazione composto da un numero di membri variabile da un minimo di tre ad un massimo di sette, secondo il numero esatto che verrà determinato dai soci in occasione della nomina;
- c) da due o più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti, nel numero e con le competenze che verranno determinati dai soci in occasione della nomina.

17.2 Gli amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di amministratori e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 Cod.Civ..

Art. 18. Nomina e sostituzione degli amministratori.

18.1 Gli amministratori resteranno in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina.

18.2 In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca in ogni tempo e senza necessità di motivazione ovvero di giusta causa con applicazione della disciplina di cui al secondo comma dell'art. 1725 Cod. Civ..

18.3 E' ammessa la rieleggibilità.

18.4 Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione ai sensi del precedente art. 17.1 sub b):

- se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori gli altri provvedono a sostituirli e gli amministratori così nominati restano in carico fino alla prossima assemblea;
- se, invece, per qualsiasi causa viene meno la metà dei consiglieri in caso di numero pari o la maggioranza degli stessi in caso di numero dispari, decade l'intero Consiglio di Amministrazione.

Nel caso siano stati invece nominati più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti ai sensi del precedente art. 17.1 sub c), se per qualsiasi causa viene a cessare anche un solo amministratore, decadono anche gli altri amministratori. Spetterà ai soci con propria decisione procedere alla nomina del nuovo organo amministrativo. Nel frattempo il Consiglio decaduto o gli Amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

18.5 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostruito.

Art. 19. Presidente.

19.1 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, nominato ai sensi del precedente art. 17.1 sub. b), questo elegge fra i suoi membri un Presidente, qualora non vi abbiano provveduto i soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un Segretario, anche estraneo.

Art. 20. Decisioni degli amministratori.

20.1 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, nominato ai sensi del precedente art. 17.1 sub b), le decisioni dello stesso, salvo quanto previsto al successivo art. 21.1, sono adottate mediante consultazione scritta.

20.2 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più amministratori e consiste in una proposta di deliberazione che deve essere inviata a tutti i consiglieri, ai sindaci e al revisore, se nominati, fatta pervenire al domicilio risultante dai libri sociali.

Dalla proposta deve risultare:

- l'argomento oggetto della decisione;
- le ragioni e quanto necessario per assicurare un'adeguata informazione sulla decisione da trattare;
- l'esatto testo della delibera da adottare.

20.3 Le trasmissioni previste nel precedente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

I consiglieri hanno quindici giorni per trasmettere presso la sede sociale la risposta, che deve essere messa in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni dieci e non superiore

a giorni quarantacinque. La risposta deve contenere un'approvazione o un diniego. La mancanza di risposta entro il termine suddetto viene considerata come voto contrario.

Spetta al Presidente del consiglio raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne i risultati a tutti gli amministratori, sindaci e revisori, se nominati, indicando:

- i consiglieri favorevoli, contrari o astenuti;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi consiglieri.

20.4 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

20.5 La decisione degli amministratori, adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta nel Libro delle decisioni degli amministratori.

20.6 La maggioranza degli amministratori in carica può stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del Consiglio di amministrazione da adottarsi col metodo collegiale.

Art. 21. Decisioni collegiali degli amministratori.

21.1 Con riferimento alle materie indicate dall'art. 2475, quinto comma, Cod. Civ., ovvero nel caso di cui al precedente art. 20.6, ovvero in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente Statuto, le decisioni del Consiglio di Amministrazione, che sia stato nominato ai sensi del precedente art. 17.1 sub. b), devono essere adottate mediante deliberazione collegiale.

21.2 A tale fine il Consiglio di Amministrazione:

a) viene convocato dal Presidente mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (ad esempio fax, posta elettronica), almeno tre giorni prima dell'adunanza e in caso di urgenza con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima, nei

quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno;

b) si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Comunità Economica Europea.

21.3 Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica e i sindaci effettivi, se nominati, sono presenti o informati della riunione.

21.4 E' possibile tenere le riunioni del Consiglio di Amministrazione con intervenuti dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

a) che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

b) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di partecipare adeguatamente agli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

21.5 Il Consiglio di Amministrazione, delibera validamente, in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

21.6 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate ai sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto nel Libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 22. Poteri dell'organo di amministrazione.

22.1 L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge riserva espressamente ai soci.

22.2 Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione (ai sensi dell'art. 17.1 sub b) questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 Cod.Civ. ad un Comitato Esecutivo composto da alcuni dei componenti ovvero ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Il Comitato Esecutivo ovvero l'Amministratore o gli

Amministratori delegati, potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione con le limitazioni e le modalità indicate nella delega stessa.

22.3 Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti (ai sensi del precedente art. 17.1 sub c), i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, potranno essere attribuiti agli stessi sia in via congiunta che in via disgiunta, ovvero taluni poteri di amministrazione potranno essere attribuiti in via disgiunta e gli altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intenderanno attribuiti agli amministratori in via congiunta.

22.4 L'organo amministrativo può nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 23. Rappresentanza della società.

23.1 In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, ai sensi del precedente art. 17.1, sub b) la rappresentanza compete:

- al Presidente del Consiglio di Amministrazione;
- ai membri del Consiglio di Amministrazione forniti di poteri delegati, nei limiti della delega.

23.2 Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, ai sensi del precedente art. 17.1, sub c), la rappresentanza spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

23.3 In caso di nomina di Amministratore Unico la rappresentanza spetterà, ovviamente, al medesimo.

23.4 La rappresentanza sociale spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori di cui al precedente art. 22 nei limiti dei poteri determinati dall'organo amministrativo nell'atto della nomina.

Art. 24. Compensi degli amministratori.

24.1 Agli amministratori, oltre il rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

24.2 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche e' stabilita dal Consiglio stesso, sentito il parere del Collegio Sindacale se nominato. I soci possono anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

24.3 All'organo amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di una indennità di fine rapporto di collaborazione coordinata e continuativa, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

Art. 25. Responsabilità degli amministratori per violazioni di norme tributarie.

25.1 Ai sensi del comma 6 dell'art. 11 del D.Lgs. 11 dicembre 1997 n. 472, nei casi di violazioni commesse senza dolo o colpa grave dai legali rappresentanti, la società si assume il debito dell'autore della violazione.

Titolo VI

Art. 26. Organo di controllo.

26.1 La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria verificandosi le condizioni poste dall'art. 2477 Cod. Civ.. In tal caso il Collegio Sindacale eserciterà anche il controllo contabile e verrà nominato ed opererà secondo le disposizioni delle società per azioni.

Titolo VII

Art. 27. Recesso del socio.

27.1 Il diritto di recesso è riconosciuto al socio ai sensi dell'art. 2473 Cod. Civ. laddove applicabile.

Per l'esercizio del recesso si applica, per quanto non disposto dall'art. 2473 Cod. Civ., l'art. 2437-bis Cod. Civ..

Titolo VIII

Art. 28. Esclusione del socio.

28.1 La società può escludere il socio:

- a) che si sia reso responsabile di gravi inadempienze agli obblighi che derivano dalla legge, dal contratto sociale o da decisioni sociali legittimamente adottate;
- b) che sia stato interdetto, inabilitato, o condannato ad una pena che importa anche l'interdizione temporanea dai pubblici uffici;
- c) che sia stato dichiarato fallito;
- d) che abbia svolto, sia personalmente che a mezzo di prestanomi ovvero di società da lui direttamente o indirettamente controllate, atti di concorrenza a danno della società;
- e) abusi del diritto di informazione.

28.2 L'esclusione è deliberata dall'assemblea con il voto favorevole della maggioranza dei soci, non contemplandosi nel numero di questi il socio da escludere.

28.3 Non appena avuta notizia della delibera che determina l'esclusione, l'organo amministrativo comunicherà al socio, con raccomandata con avviso di ricevimento, la sua esclusione dalla società e provvederà ai conseguenti adempimenti.

28.4 Il socio escluso potrà proporre opposizione nei modi e termini di legge.

28.5 Al socio escluso spettano i diritti di cui all'art. 2473, terzo e quarto comma, Cod. Civ..

Titolo IX

Art. 29. Esercizi sociali - Bilancio e distribuzione degli utili.

29.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

29.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

29.3 Il bilancio deve essere approvato dai soci con decisione da adottarsi ai sensi dei precedenti artt. 11 e seguenti. A tal fine esso è presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della società lo richiedano. In quest'ultimo caso, peraltro, gli amministratori devono segnalare nella loro relazione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

Art. 30. Distribuzione degli utili.

30.1 Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

30.2 La decisione dei soci che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale.

Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

30.3 Non è consentita la distribuzione di acconti su dividendi.

Titolo X

Art. 31. Titoli di debito.

31.1 E' attribuita alla competenza dei soci l'emissione di titoli di debito di cui all'art. 2483 Cod. Civ..

Titolo XI

Art. 32. Scioglimento e liquidazione.

32.1 Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

32.2 Nel caso di cui al precedente comma 1, nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 Cod. Civ., ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 Cod. Civ..

32.3 La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente Statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487-ter Cod. Civ..

32.4 Le disposizioni sulle decisioni dei soci, sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

32.5 Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Cod. Civ..

Titolo XII

Art. 33. Clausola compromissoria.

33.1 Le eventuali controversie che sorgessero fra i soci o fra i soci e la società, anche se promosse da amministratori e sindaci (se nominati) ovvero nei loro confronti e che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno decise da un Collegio Arbitrale, composto di tre membri tutti nominati, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente, dal Presidente del l'Ordine dei Dottori Commercialisti e dei Ragionieri e Periti Commerciali del distretto nel cui ambito ha sede la società. I tre arbitri così nominati provvederanno a designare il Presidente. Nel caso di disaccordo tra gli arbitri nominati nella scelta del Presidente, vi provvederà, su istanza della parte più diligente, il Presidente del Tribunale nel cui Circondario ha sede la società.

33.2 Il Collegio Arbitrale deciderà a maggioranza entro novanta giorni dalla costituzione, in modo irrevocabilmente vincolativo per le parti, in via rituale secondo diritto.

Si applicano comunque le disposizioni di cui agli artt. 35 e 36 D. Lgs. 17 gennaio 2003 n. 5.

33.3 Il Collegio Arbitrale stabilirà a chi farà carico o le eventuali modalità di ripartizione del costo dell'arbitrato.

33.4 Non possono essere oggetto di compromesso o di clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

33.5 La soppressione della presente clausola compromissoria, devono essere approvata - ai sensi dell'art. 34, sesto comma, D.Lgs. 17 gennaio 2003 n. 5 - con delibera dei soci ed a maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi del precedente art. 27.

Le modifiche del contenuto della presente clausola compromissoria devono essere approvate con delibera dei soci ed a maggioranza prevista dal presente Statuto per le modifiche al medesimo.

Titolo XIII

Art. 34. Disposizioni generali.

34.1 Il domicilio dei soci, nei rapporti con la società o tra di loro, è quello che risulta dal Registro delle Imprese competente o quello dal socio comunicato alla società con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento.

34.2 I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere degli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Titolo XIV

Art. 35. Disposizioni finali.

35.1 Le disposizioni del presente Statuto si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

35.2 Per quanto non previsto nel presente Statuto valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata e, ove queste non dispongano in merito, le norme di legge in materia di società per azioni.

Septième résolution

L'assemblée décide de confirmer comme gérant unique de la société:

Monsieur Giancarlo CERVINO, né à Catania (Italie) le 6 décembre 1967, résident à Lugano (CH) à Via Curti, Code fiscale CRV GCR 67T06 C351 V,

qui restera en fonction jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

Sont nommés composants du collège des commissaires, pour une durée de trois exercices:

Président du collège des commissaires:

- Monsieur Silvio Serafino Francesco BELTRAMI, né à Milan (Italie), le 7 janvier 1951, demeurant à I-20151 Milan, Via F. Tesio 19 (Italie), code fiscal BLTSVS51A07F205W;

Commissaires ordinaires:

- Madame Anna Adriana BELTRAMI, née à Milan (Italie), le 30 mars 1949, demeurant à I-20133 Milan, Via Pinturicchio 29 (Italie), code fiscal BLTNDR49C70F205M;

- Madame Veronica Ida Elda Maria SPADA, née à Cuggiono (Italie), le 16 septembre 1979, demeurant à I-20133 Milan, Via Giacomo Venezian 16 (Italie), code fiscal SPDVNC79P56D198B;

Commissaires suppléants:

- Monsieur Marco Daniele BARLASSINA, né à Monza (Italie), le 10 juillet 1963, demeurant à I-20039 Varedo, Via Oberdan 2 (Italie), code fiscal BRLMCD63L10F04S;

- Monsieur Stefano POZZOLI, né à Giussano (Italie), le 31 janvier 1968, demeurant à I-22070 Bregnano, Via San Rocci 17 (Italie), code fiscal PZZSFN68A31E063K.

Huitième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Giancarlo CERVINO, prénommé, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Déclarations en langue italienne pour les autorités italiennes:

I comparanti dichiarano:

di dare atto che l'odierna deliberazione adottata all'unanimità in conformità all'art. 67.1 del Codice delle società commerciali (Legge 10 agosto 1915) del Granducato di Lussemburgo determina la perdita della nazionalità lussemburghese e

l'acquisto della nazionalità italiana senza scioglimento e ricostituzione, ma con assoluta continuità della personalità giuridica conformemente all'espressa volontà della società stessa e nel rispetto dell'art. 25 della legge italiana 31 maggio 1995 n. 218 (riforma del sistema italiano di D.I.P.).

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille sept cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Junglinster, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Jeff FELLER, Max MAYER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher le 13 août 2010. Relation: GRE/2010/2823. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 10 septembre 2010.

Référence de publication: 2010122761/615.

(100139560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Property Leasing SA, Société Anonyme.

Siège social: L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith.

R.C.S. Luxembourg B 7.044.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 13 septembre 2010.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010123187/12.

(100139913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Quotation Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 23.649.

Extrait des résolutions prises par la réunion du conseil d'administration du 10 septembre 2010:

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société au 38, boulevard Joseph II, L- 1840 Luxembourg.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2010123189/14.

(100139709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Vrucht Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.484.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 juillet 2010

Monsieur Pierre MESTDAGH, employé privé, né le 21 novembre 1961 à Etterbeek, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé nouvel Administrateur de catégorie B. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

Fait à Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Certifié sincère et conforme

VRUCHT INVEST S.A.

Signatures

Administrateur de catégorie A / Administrateur de catégorie B

Référence de publication: 2010123240/16.

(100139826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Renaissance Finance S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 148.870.

—
EXTRAIT

En date du 13 septembre 2010, le conseil d'administration a adopté la résolution suivante:

- Le siège social de la société est transféré du «12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg» au «15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg».

Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010123190/14.

(100139633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

RESALIFE Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 117.310.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59591 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123192/10.

(100140119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Ristorante Pizzeria L'Aquila S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8313 Capellen, 1A, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 46.418.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 14 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123194/10.

(100140076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Samosa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.463.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 07 septembre 2010 que:

- la démission de Monsieur Stefan LORETZ de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.
- la société FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.l., ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B80.574 a été nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 septembre 2010.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2010123204/20.

(100139968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Ristorante Pizzeria L'Aquila S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8313 Capellen, 1A, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 46.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 14 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123195/10.

(100140077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Riverside Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 66.164.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 25 août 2010 que les mandats des organes suivants de la société:

- Monsieur Eduardo Varela - Administrateur;
- Monsieur Guido Banholzer - Administrateur;
- Monsieur Patrick Meunier - Administrateur;
- BDO Compagnie Fiduciaire - Commissaire aux comptes.

ont été renouvelés jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour extrait sincère et conforme

RIVERSIDE FINANCE SA

Patrick Meunier

Administrateur

Référence de publication: 2010123196/19.

(100139944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

S & A S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 52.009.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123197/9.

(100139727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Private Equity Selection International (PESI) 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 83.305.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 23 avril 2010

En date du 23 avril 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Olivier De Sesmaisons, de Monsieur Jean-Marie Rinié, de Monsieur Jean Daumet et de Monsieur Jean-Yves Lagache, en qualité d'Administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui approuvera les comptes au 31 décembre 2008.

Luxembourg, le 9 septembre 2010.
Pour extrait sincère et conforme
Le Conseil d'Administration
Signatures

Référence de publication: 2010123361/16.

(100139229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

S.I.I.G. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1465 Luxembourg, 1, rue Michel Engels.
R.C.S. Luxembourg B 89.516.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123198/9.

(100139621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Société Civile Immobilière Delva, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg E 1.334.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 13 septembre 2010

Les associés décident à l'unanimité de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition d'un ou de plusieurs immeubles et la mise en location de ces immeubles.»

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010123199/12.

(100140096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Société Civile Immobilière Delva, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg E 1.334.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010123200/10.

(100140110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Equipement Hotelier Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3899 Foetz, 8, rue Théodore de Wacquant.
R.C.S. Luxembourg B 48.242.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société en date du 26/06/2010

Tous les actionnaires étant présents.

Les administrateurs décident:

De renouveler le mandat de:

-CONCORD INTERNATIONAL MARKETING SARL en sa qualité de commissaire aux comptes,

-Madame Jacqueline Florentin, employée privée, née à Guénange (France), le 1^{er} décembre 1953, demeurant à F-57100 Thionville, 7, rue Céléstin Schivre en sa qualité d'administrateur de la société

- Madame Lucienne Creton, retraitée, née à Dombasles (France) le 4 février 1925, demeurant à F-57310 Guénange, 44, boulevard Paul Verlaine en sa qualité d'administrateur de la société

- Monsieur Raymond Riehl, directeur commercial, né à Saverne (France) le 16 novembre 1949, demeurant à F-57100 Thionville, 7, rue Céléstin Schivre en sa qualité d'administrateur-délégué,

jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2011

La décision a été prise à l'unanimité.

Après cela, l'assemblée générale ordinaire est déclarée comme terminée.

EQUIPEMENT HOTELIER LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2010123782/23.

(100139753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Société Civile Immobilière HEI-BAT, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg E 1.671.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 13 septembre 2010

Les associés décident à l'unanimité de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition d'un ou de plusieurs immeubles et la mise en location de ces immeubles.»

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010123201/12.

(100139984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Sa.Fa. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 122.800.

—
Par décision du conseil d'administration tenu le 7 septembre 2010 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter, avec effet immédiat, la démission de:

Madame Elisiana PEDONE, résidant professionnellement au 19/21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg de sa fonction d'administrateur

- De coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat

Monsieur Andrea CASTALDO résidant professionnellement au 19/21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg son mandat ayant pour échéance l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2010123203/19.

(100139967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Frin S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 33.064.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 9 septembre 2010 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Monsieur Manuel HACK, Administrateur, maître es sciences économiques, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, employée privée, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Michelle DELFOSSE, Administrateur-Président, ingénieur civil, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

L'assemblée générale du 9 septembre 2010 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- FIDUCIAIRE CABEXCO SARL, commissaire aux comptes, Centre Helfent, 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange, R.C.S. Luxembourg B 139.890

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

Luxembourg, le 9 septembre 2010.

Pour FRIN S.A.

Société anonyme holding

Signature

Référence de publication: 2010123788/23.

(100139771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Samosa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.463.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07septembre 2010.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010123205/12.

(100139969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

SE Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 117.010.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010123206/11.

(100139924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Semarra S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 108.777.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010123207/12.

(100139970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Sogecol SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4601 Differdange, 65A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 88.566.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue à Luxembourg en date du 30 août 2010.

L'assemblée a décidé:

De révoquer la société Bureau Modugno S.à r.l. de son poste de commissaire aux comptes.

De nommer comme nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en l'année 2014 la société:

Premium Advisory Partners S.A.

126, rue Cents

L-1319 Luxembourg

RC Luxembourg B136.449

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représenté.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Pour la société

Mandataire

Référence de publication: 2010123212/19.

(100139645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

SINEK Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 109.016.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 30 août 2010

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société du 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, au 9B, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg avec effet au 30 août 2010.

A Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2010123210/14.

(100139947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Sokrates Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5775 Weiler-la-Tour, 32, rue Emile Marx.

R.C.S. Luxembourg B 93.729.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123213/9.

(100140075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Spaqui S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 47.623.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2010123216/14.

(100140171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Ekabe International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 97.724.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la Société du 29 juin 2009

Quatrième résolution

Le mandat du réviseur d'entreprises GRANT THORNTON LUX AUDIT SA, anciennement Lux-Audit Révision, est renouvelé pour une durée de six ans, prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur le bilan au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2009.

Pour EKABE INTERNATIONAL S.C.A.

EKABE SA

Représentée par Yves CACCLIN

Référence de publication: 2010123308/17.

(100139434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

SHL Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 29.118.231,50.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 155.387.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the first of September.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

- Compagnie Financière, Minière et Industrielle, a joint-stock company (société anonyme) incorporated and organized under the laws of Belgium, having its registered office at Tour Bastion, 14th Floor, Place du Champ de Mars 5, 1050 Brussels, Belgium, and registered with the Crossroads Bank for Enterprises under number 0402.216.141, and

- Cofimines Overseas Corporation, a corporation incorporated and organized under the laws of Panama, having its registered office at 8, Calle Aquilino de la Guardia, Panama, and validly registered with the Commercial Registry of Panama under Folio 23, Tome 513, Section of the merchants, Seat 111.615,

both here represented by Mr. Grégoire Fraisse, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of two (2) proxies established under private seal on September 1, 2010.

The said proxies, signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, through their proxyholder, have requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing parties are the shareholders of Standard Holdings Limited (the Company), an exempted company incorporated and organized under the laws of Bermuda, having its registered office at 2, Church Street, Clarendon House, Hamilton, Bermuda, and validly registered with the Registrar of Companies of Bermuda under number 11248.

II. The following documents were submitted:

(a) A certified copy of the memorandum of association and of the bye-laws of the Company before its discontinuance from Bermuda;

(b) A copy of the minutes of the Company's shareholders' resolutions dated August 19, 2010, whereby the shareholders resolved to discontinue the Company from Bermuda and to continue and set up the registered seat of the Company in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(c) A copy of the register of members of the Company; and

(d) A copy of the balance sheet of the Company dated August 31, 2010.

III. The share capital of the Company is set at one hundred four thousand nine hundred and seventy-nine United States Dollars (USD 104.979,00) represented by one million forty-nine thousand seven hundred and ninety (1.049.790) shares with a nominal value of ten United States Dollar cents (USD 0,10) each. The shareholders took the following resolutions:

First resolution

The shareholders approve and confirm, as far as necessary, the decision to discontinue the Company from Bermuda and continue it to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg from Bermuda law perspective, and to transfer, with immediate effect, the registered office of the Company from Bermuda to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, from Luxembourg law perspective.

Second resolution

The shareholders resolve, with immediate effect, to adopt and confirm the Luxembourg law form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) for the Company.

Third resolution

The shareholders resolve to change the Company's name from "Standard Holdings Limited" to "SHL Luxembourg S.à r.l."

Fourth resolution

The shareholders resolve to decrease the share capital of the Company by an amount of six thousand eight hundred and fifteen United States Dollars (USD 6.815,00) in order to reduce it from its present amount of one hundred four thousand nine hundred and seventy-nine United States Dollars (USD 104.979,00) to ninety-eight thousand one hundred and sixty-four United States Dollars (USD 98.164,00), through the cancellation of sixty-eight thousand one hundred and fifty (68.150) shares held by Cofimines Overseas Corporation, prenamed.

Fifth resolution

The shareholders acknowledge that, for the purpose of the contemplated extraordinary general meeting, the conversion rate to be used for the conversion of all amounts from United States Dollar to Euro, will be the European Central Bank reference rate of one point twenty-seven (1.27) United States Dollar for one (1) Euro of August 30, 2010.

Sixth resolution

The shareholders resolve to convert the functional currency of the Company from United States Dollar to Euro, thus converting the share capital into seventy-seven thousand two hundred ninety-four Euro and forty-nine cents (EUR 77.294,49).

Seventh resolution

The shareholders resolve to increase the share capital of the Company to bring it from seventy-seven thousand two hundred ninety-four Euro and forty-nine cents (EUR 77.294,49) to twenty-nine million one hundred eighteen thousand two hundred thirty-one Euro and fifty cents (EUR 29.118.231,50) by issuance of two billion nine hundred four million ninety-three thousand seven hundred one (2.904.093.701) new shares (the New Shares) of one Euro cent (EUR 0,01) of nominal value each in consideration of the conversion of the total balance of the share premium account in the total amount of twenty-nine million forty thousand nine hundred thirty-seven Euro and one cent (EUR 29.040.937,01).

Subscription

Compagnie Financière, Minière et Industrielle S.A., prenamed, declares to subscribe for the New Shares.

Eighth resolution

The sole shareholder resolves, with immediate effect, to amend and to restate the articles of association which will henceforth read as follows:

Art. 1. There exists a private limited liability company, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad. The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, development and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and patents developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company shall bear the name "SHL Luxembourg S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is set at twenty-nine million one hundred eighteen thousand two hundred thirty-one Euro and fifty cents (EUR 29.118.231,50) represented by two billion nine hundred eleven million eight hundred twenty-three thousand one hundred and fifty (2.911.823.150) shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0,01) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 16 of the Articles.

Art. 8. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits in accordance with article 19.

Art. 9. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one (hereinafter, the Sole Manager) or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (hereinafter, the Board of Managers), composed of at least two (2) managers divided into two (2) categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers". The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 13. In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Sole Manager or the Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 14. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any two (2) managers. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

Written notice, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

A manager of any category may be represented at the Board of Managers by another manager of any category, and a manager of any category may represent several managers of any category.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies and with at least the presence or representation of one Category A Manager and one Category B Manager, and any decision taken by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 15. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

Art. 16. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 17. The Company's accounting year starts on the first of November and ends on the thirty-first of October of the same year.

Art. 18. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established, and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 20. At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of article 19.

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Ninth resolution

The sole shareholder resolves, with immediate effect, to fix the registered office of the Company at 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Tenth resolution

The sole shareholder resolves to accept the resignation of the following persons from their position within the Company prior to the discontinuance from Bermuda and to grant them discharge for the exercise of their mandate until the date of their resignation:

- Mr. Guy Renard, company director, born on 17 July 1946 in Feignies, France, having his professional address at 5, place du Champ de Mars, Tour Bastion, 14th floor, B-1050 Brussels, Belgium;
- Mr. Juan Pedro Salazar, company director, born on 4 April 1946 in Madrid, Spain, having his professional address at 5, place du Champ de Mars, Tour Bastion, 14th floor, B-1050 Brussels, Belgium;
- Ms. Catherine J. Lymbery, Corporate Manager, born on 13 November 1958 in Knebworth, Herts, United Kingdom, having her professional address at Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda;
- Mr. Andre J. Dill, Corporate Manager, born on 14 February 1953 in Paget, Bermuda, having his professional address at Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda.

Eleventh resolution

The sole shareholder resolves to appoint the following persons, with immediate effect and for an unlimited duration, as new managers of the Company:

- Mrs. Isabelle DEBIZE-LOYER, company director, born on 12 February 1969 in Bernay, France, having her professional address at 5, place du Champ de Mars, Tour Bastion, 14^e étage, B-1050 Brussels, Belgium, Category A Manager;
- Mr. Christophe DAVEZAC, company director, born on 14 February 1964 in Cahors, France, France, having his professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Category B Manager.

Twelfth resolution

Further to the above mentioned resignations and appointments, the sole shareholder acknowledges that the board of managers of the Company will thus be composed as follows:

- Mrs. Isabelle DEBIZE-LOYER, prenamed;
- Mr. Christophe DAVEZAC, prenamed.

Thirteenth resolution

The sole shareholder resolves to appoint as auditor Ernst & Young S.A., having its registered office at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, for a period of one (1) year.

Shareholding

The two billion nine hundred eleven million eight hundred twenty-three thousand one hundred and fifty (2.911.823.150) shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each of the Company are held by Compagnie Financière, Minière et Industrielle, prenamed.

Valuation

The net assets of the Company are valued at fifty million eight hundred seventy-seven thousand eight hundred seventy-seven Euro and ninety-five cents (EUR 50.877.877,95).

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholders' meeting are estimated at approximately eight thousand Euro.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above,

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le premier septembre.

Par-devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- Compagnie Financière, Minière et Industrielle, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social sis Tour Bastion, 14^e Etage, Place du Champ de Mars 5, 1050 Bruxelles, Belgique, enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0402.216.141, et

- Cofimines Overseas Corporation, une corporation de droit panaméen, ayant son siège social à 8, Calle Aquilino de la Guardia, Panama, enregistrée près du Registre des Sociétés de Panama sous le Folio 23, Tome 513, Section des commerçants, Siège 111.615,

toutes deux ici représentées par M. Grégoire Fraisse, employé, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations données sous seing privée le 1^{er} septembre 2010.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquelles comparantes, par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Les comparantes sont les associés de Standard Holdings Limited (la Société), une exempted company de droit des Bermudes, ayant son siège social sis 2, Church Street, Clarendon House, Hamilton, Bermudes, enregistrée près du Registre des Sociétés de Bermudes sous le numéro 11248.

II. Les documents suivants ont été soumis:

- (a) Une copie certifiée conforme des statuts de la Société;
- (b) Un certificat de constitution / continuation de la Société émis par le Registre des Sociétés des Bermudes;
- (c) Une copie des résolutions des associés de la Société en date du 19 août 2010, en vertu desquelles la Société a décidé de transférer le siège social de la Société hors des Bermudes et de l'établir à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- (d) Une copie certifiée conforme du registre des associés de la Société; et
- (e) Une copie certifiée conforme du bilan de la Société au 31 août 2010.

III. Le capital social de la Société est fixé à cent quatre mille neuf cent soixante-dix-neuf Dollars Américains (USD 104.979,00) divisé en un million quarante-neuf mille sept cent quatre-vingt-dix (1.049.790) parts sociales d'une valeur nominale de dix centimes de Dollars Américains (USD 0,10) chacune.

Les associés décident ce qui suit:

Première résolution

Les associés approuvent et confirment, dans la mesure du nécessaire, la décision de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société hors des Bermudes et de l'établir à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

Les associés décident, avec effet immédiat, d'adopter et de confirmer la forme juridique luxembourgeoise d'une société à responsabilité limitée.

Troisième résolution

Les associés décident de changer la dénomination sociale de la Société de «Standard Holdings Limited» en «SHL Luxembourg S.à r.l.».

Quatrième résolution

Les associés décident de réduire le capital social de la Société à concurrence de six mille huit cent quinze Dollars Américains (USD 6.815,00) pour le porter de son montant actuel de cent quatre mille neuf cent soixante-dix-neuf Dollars Américains (USD 104.979,00) à quatre-vingt-dix-huit mille cent soixante quatre Dollars Américains (USD 98.164,00), par l'annulation de soixante-huit mille cent cinquante (68.150) parts sociales détenue par Cofimines Overseas Corporation, susnommée.

Cinquième résolution

Les associés reconnaissent que le taux de conversion à utiliser dans le cadre de cette assemblée générale extraordinaire est le taux de référence de la Banque Centrale Européenne d'un virgule vingt-sept (1,27) Dollar Américain pour un (1) Euro au 30 août 2010.

Sixième résolution

Les associés décident de convertir la devise fonctionnelle de la Société du Dollar Américain en Euro, de sorte que le capital social est converti en soixante-dixsept mille deux cent quatre-vingt-quatorze Euro et quarante-neuf centimes (EUR 77.294,49).

Septième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société pour le porter de son montant actuel de soixante-dix-sept mille deux cent quatre-vingtquatorze Euro et quarante-neuf centimes (EUR 77.294,49) à vingt-neuf millions cent dix-huit mille deux cent trente et un Euro et cinquante centimes (EUR 29.118.231,50) par la création et l'émission de deux milliards neuf cent quatre millions quatre-vingt-treize mille sept cent une (2.904.093.701) nouvelles parts sociales (les Nouvelles Parts Sociales) d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, par conversion de la totalité du compte de prime d'émission d'un montant total de vingt-neuf millions quarante mille neuf cent trente-sept Euro et un centime (EUR 29.040.937,01).

Souscription

Compagnie Financière, Minière et Industrielle S.A., prénommée, déclare souscrire les Nouvelles Parts Sociales.

Huitième résolution

L'associé unique décide, avec effet immédiat, de modifier et de refondre les statuts de la Société, lesquels auront dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination «SHL Luxembourg S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaires des associés, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social de la Société s'élève à vingt-neuf millions cent dix-huit mille deux cent trente et un Euro et cinquante centimes (EUR 29.118.231,50) représenté par deux milliards neuf cent onze millions huit cent vingt-trois mille cent cinquante (2.911.823.150) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 16 des Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'article 19.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance), composé d'au moins deux (2) gérants divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement "Gérants de Catégorie A" et "Gérants de Catégorie B". Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 13. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 14. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Un gérant de n'importe quelle catégorie peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant de n'importe quelle catégorie peut représenter plusieurs gérants de n'importe quelle catégorie.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et avec au moins la présence d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B; et toute décision du Conseil de Gérance ne peut être prise qu'à la majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 15. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 16. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 17. L'exercice social commence le premier novembre et se termine le trente et un octobre de la même année.

Art. 18. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération. Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'article 19.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Neuvième résolution

L'associé unique décide de fixer, avec effet immédiat, le siège social de la Société au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dixième résolution

L'associé unique décide d'accepter la démission des personnes suivantes de leurs fonctions au sein de la Société et de leur accorder décharge pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission:

- M. Guy Renard, administrateur de sociétés, né le 17 juillet 1946 à Feignies, France, ayant son adresse professionnelle sise 5, place du Champ de Mars, Tour Bastion, 14^e étage, B-1050 Bruxelles, Belgique;
- M. Juan Pedro Salazar, administrateur de sociétés, né le 4 avril 1946 à Madrid, Espagne, ayant son adresse professionnelle sise 5, place du Champ de Mars, Tour Bastion, 14^e étage, B-1050 Bruxelles, Belgique;
- Mme Catherine J. Lymbery, Corporate Manager, née le 13 novembre 1958 à Knebworth, Herts, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle sise Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermudes;
- M. Andre J. Dill, Corporate Manager, né le 14 février 1953 à Paget, Bermudes, ayant son adresse professionnelle sise Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermudes.

Onzième résolution

L'associé unique nomme les personnes suivantes, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, comme nouveaux gérants de la Société:

- Madame Isabelle DEBIZE-LOYER, administratrice de sociétés, née le 12 février 1969 à Bernay, France, ayant son adresse professionnelle sise 5, place du Champ de Mars, Tour Bastion, 14^e étage, B-1050 Bruxelles, Belgique, Gérant de Catégorie A;
- Monsieur Christophe DAVEZAC, administrateur de sociétés, né le 14 février 1964 à Cahors, France, France, ayant son adresse professionnelle sise 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerbeg, Gérant de Catégorie B.

Douzième résolution

L'associé unique reconnaît que suite aux démissions et nominations ci-dessus mentionnées, le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

- Madame Isabelle DEBIZE-LOYER, susnommée;
- Monsieur Christophe DAVEZAC, susnommé.

Treizième résolution

L'associé unique décide de nommer comme réviseur d'entreprises Ernst & Young, ayant son siège social à 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, pour une durée d'un (1) an.

Détention des parts sociales

Les deux milliards neuf cent onze millions huit cent vingt-trois mille cent cinquante (2.911.823.150) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune de la Société restent détenues par Compagnie Financière, Minière et Industrielle, susnommée.

Evaluation

L'actif net de la Société est estimé à cinquante millions huit cent soixante-dixsept mille huit cent soixante-dix-sept Euro et quatre-vingt-quinze centimes (EUR 50.877.877,95).

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de huit mille Euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes, connue du notaire par ses nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. FRAISSE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 septembre 2010. Relation: LAC/2010/38603. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Référence de publication: 2010122764/481.

(100139436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Star Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 101.238.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 juin 2010 que:

1°) les mandats des organes suivants de la société ont été renouvelés pour une durée d'un an.

- Monsieur Georges Philippe - Administrateur;
- Monsieur Guido Banholzer - Administrateur;
- Monsieur Gennaro Manzo - Administrateur;
- Monsieur Marino Zigrossi - Administrateur;
- BDO Compagnie Fiduciaire - Commissaire aux comptes.

Tous les mandats susvisés prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2011.

Pour extrait sincère et conforme

AGIR Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2010123217/21.

(100139956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Süd-Ost Finanz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 58.984.

—
Rectificatif du dépôt du 06/09/2010 (No L100136273)

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010123219/14.

(100139931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Königinstrasse I S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 136.908.

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 8 septembre 2010 que:

- la démission de Monsieur Robert Jan Schol en tant que gérant a été acceptée avec effet au 8 septembre 2010; et
- en remplacement du gérant démissionnaire, a été nommé en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat au 8 septembre 2010 et pour une durée indéterminée, Monsieur Erik van Os, né le 20 février 1973 à Maastricht (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010123339/19.

(100139083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Tracol Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rôlach.

R.C.S. Luxembourg B 116.748.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la société Tracol Immobilier S.A., établie et ayant son siège social à Z.I. Rôlach L-5280 Sandweiler, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B, sous le numéro 116.748 et qui s'est tenue à Luxembourg en date du 24 avril 2010.

L'assemblée a décidé:

De nommer comme nouveau administrateur jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en l'année 2011

Monsieur Tom Lahure

12b, rue de la Chapelle

L-4967 Clemency

Né le 23 janvier 1980 à Luxembourg

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représenté.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Pour la société

Mandataire

Référence de publication: 2010123221/20.

(100140164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Tag Domaines & Négoce S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 77.589.

EXTRAIT

Il a été lors de la réunion du Conseil d'administration, tenue en date du 30 août 2010, de transférer le siège social, avec effet immédiat, du 25C, boulevard royal, L-2449 Luxembourg au:

560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010123222/14.

(100140146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Europa Aluminium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 582.180,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 134.024.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société à Luxembourg le 8 septembre 2010

Il résulte des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 8 septembre 2010, qu'il a été décidé de:

1. prendre acte et accepter la démission de Mademoiselle Maud MARTIN, gérante de classe B de la Société avec effet immédiat;

2. élire en tant que gérante de classe B de la Société Mademoiselle Zivana Krusic, née le 27 mai 1975 à Pétange, et résidant professionnellement au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2010.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2010123304/20.

(100139479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

TD Aktiengesellschaft, Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 101.580.

—
Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010123223/11.

(100139925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

TD Aktiengesellschaft, Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 101.580.

—
Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010123224/11.

(100139926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

TD Aktiengesellschaft, Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 101.580.

—
Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010123225/11.

(100139927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Zenta International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 67.468.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la société anonyme ZENTA INTERNATIONAL S.A. tenue extraordinairement en date du 13 septembre 2010 à Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, que:

- La société Cardinal Nominees Limited a été nommée aux fonctions de commissaire aux comptes, en remplacement de la société Cardinal Trustees Ltd, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Commissaire aux comptes
Cardinal Nominees Limited
9, Pelican Drive, Columbus Centre
Road Town (Tortola)
Iles Vierges Britanniques

Pour extrait conforme
S. BAKER
Administrateur

Référence de publication: 2010123246/21.

(100139624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Timco Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 30, avenue Gordon Smith.
R.C.S. Luxembourg B 84.996.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123227/9.

(100139728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Tornio Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 117.493.

—
Par la présente, je vous présente ma démission de mes fonctions de commissaire aux comptes auprès de la société TORNIO INVESTMENTS SA, inscrite sous le numéro B 117.493, avec effet au 25 août 2010.

Luxembourg, le 25 août 2010.

Sandrine Chantrain.

Référence de publication: 2010123228/10.

(100139718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Viva Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 150.393.

—
Extrait des Résolutions prises par le Conseil de Gérance en date du 9 septembre 2010

Il résulte des Résolutions prises par le Conseil de Gérance en date du 9 septembre 2010, la décision de transférer le siège social de la Société du 19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et ce avec effet au 2 août 2010.

Fait à Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Jean-Michel Clinquart
Mandataire

Référence de publication: 2010123394/15.

(100139296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Torroshomes International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 110.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123230/9.

(100139733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

**The Circle Investment Group S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. The Circle Investment Group Holdings SAH).**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 33.116.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123226/11.

(100139938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Omuti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 155.404.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the sixth of September.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Okommo S.A., a Company established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, duly represented by its board of directors with registered office at 7, Val Sainte Croix in L-1371 Luxembourg, being currently registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B 154.209, here duly represented by Mr. Francois MANTI, jurist, residing professionally in 7, Val Sainte Croix in L-1371 Luxembourg, by virtue powers of attorney given in Kirchheim/Teck on July 20th, 2010.

The said proxy, after having initialed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting as fore-said, have requested the official notary to enact the following articles of incorporation (The Articles) of the Company, which they declare to establish as follows:

Chapter I. Name - Duration - Object - Registered Office

Art. 1. Name. There is hereby formed by the subscriber, and all other persons who shall become owners of the shares hereafter created, a Luxembourg public limited liability company ("société anonyme") under the name of "Omuti S.A." (the "Company").

Art. 2. Registered Office.

1.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company (the "General Meeting"), deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

1.2 The Board of Directors shall further have the right to set up offices, administrative centers and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

1.3 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. Corporate Object.

The Company may:

- carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of shareholdings in any company or firm or other entity in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those shareholdings;
- establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin; it may also acquire securities and patents, by way of investment, subscription, underwriting or option and realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise; and it may also grant financial assistance in the form of loans, advances, guarantees or otherwise to or for the benefit of any companies in which the Company has a direct or indirect participation and to group companies and to any other enterprise with whom the Company has any business relationship;
- take any measures and carry out any operation, including without limitation, commercial, financial, personal and real estate transaction which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects;
- borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures.

Chapter II. Corporate Capital

Art. 5. - Share Capital.

5.1 The subscribed capital of the Company is set at EUR 31,000. (thirty-one thousand euro), represented by 31 (thirty-one) ordinary shares of a nominal value of EUR 1,000.- (thousand euro) each.

5.2 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Shares are issued in registered or in bearer form to the option of the shareholder.

6.2 A register of the registered shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. Ownership of registered shares will be established and transferred by inscription in the said register.

6.3 Certificates of these inscriptions will be taken from a counterfoil register and signed by the chairman of the Board of Directors and one other director or in case no chairman has been appointed by the signature of any two directors.

6.4 The Company will recognize only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder ("usufruitier") and a bare owner ("nu-propriétaire") or between a pledgor and a pledgee.

6.5 Unpaid amounts, if any, on issued and outstanding shares may be called at any time at the discretion of the Board of Directors, provided however that calls shall be made on all the shares in the same proportion and at the same time. Any sum, the payment of which is in arrears, automatically attracts interest in favour of the Company at the rate of ten (10) per cent, per year calculated from the date when payment was due.

6.6 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Act").

Chapter III. Management - Supervision

Art. 7. Appointment and Dismissal of Directors.

7.1 The Company shall be managed by a Board of Directors of at least three (3) members, either shareholders or not, who are appointed for a term which may not exceed six (6) years, by a General Meeting. Directors may be dismissed at any time and at the sole discretion of the General Meeting.

7.2 Leaving members of the Board of Directors are eligible for reelection.

7.3 In the event of a vacancy on the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect by majority vote a director to fill such vacancy until the next General Meeting.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors.

8.1 The Board of Directors may elect from among its members a chairman. It may further choose a secretary, either director or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board of Directors. In his absence or in the case no chairman has been appointed, the General Meeting or, as the case may be, the Board of Directors will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

8.2 Meetings of the Board of Directors are convened by the chairman or by any other two members of the Board of Directors.

The directors will be convened separately to each meeting of the Board of Directors. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least an eight (8) days written notice of board meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

8.3 The meetings are held at the office of the Company.

8.4 The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

8.5 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

8.6 Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

8.7 The Board of Directors can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

Resolutions or acts signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

8.8 A director having a personal interest contrary to or conflicting with that of the Company in a matter submitted to the approval of the Board of Directors shall be obliged to inform the Board of Directors thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceeding of the Board of Directors. At the next General Meeting, before votes are taken in any other matter, the shareholders shall be informed of those cases in which a director had a personal interest contrary to or conflicting with that of the Company.

In case a quorum of the Board of Directors cannot be reached due to a conflict of interests, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board of Directors present or represented at such meeting and voting will be deemed valid. No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 9. Minutes of Meetings of the Board of Directors.

9.1 The decisions of the Board of Directors will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the chairman or by any two other directors. Any proxies will remain attached thereto.

9.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by the present Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board of Directors. Each director will receive as A or B signatory power.

Art. 11. Delegation of Powers.

11.1 The Board of Directors may delegate part of its powers to one or more of its members. It may further appoint proxies for definite transaction and revoke such appointments at any time.

11.2 The Board of Directors may entrust the daily management of the Company's business to one or more directors, who will be called managing directors. The delegation in favour of a member of the Board of Directors is subject to the prior authorization of the General Meeting.

11.3 The Company shall be bound towards third parties by the joint signature of a director with an A signatory power and a director with a B signatory power in all matters or the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been granted by the Board of Directors, but only within the limits of such power.

Art. 12. Indemnification. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reasons of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Statutory Auditor. The audit of the Company's annual accounts shall be entrusted to one or several statutory auditors (the "commissaire aux comptes"), appointed by the General Meeting which shall fix their number, remuneration, and their term of office, such office not to exceed six (6) years.

They may be re-elected and removed at any time.

Chapter IV. General Meetings of Shareholders

Art. 14. Powers of the General Meeting of Shareholders. The General Meeting properly constituted represents the entire body of shareholders. It has the powers conferred upon it by the Companies Act.

Art. 15. Annual General Meeting of Shareholders - Other General Meetings.

15.1 The annual general meeting of the shareholders of the Company (the "Annual General Meeting") shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday in April of each year at 10.00 a.m.

15.2 If such day is a banking holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next following business day. The Annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final interpretation of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

15.3 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 16. Proceedings - Vote.

16.1 General Meetings shall meet upon call of the Board of Directors or, if exceptional circumstances require so, by any two directors acting jointly.

It shall be necessary to call a General Meeting whenever a group of shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital requires so. In such case, the concerned shareholders must indicate the agenda of the meeting.

16.2 Shareholders will meet upon call by registered letter on not less than eight (8) days prior notice.

All notices calling General Meetings must contain the agenda for such meetings.

If all shareholders are present or represented at the General Meeting and if they state that they have been duly informed on the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

16.3 Any shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be shareholder.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a General Meeting.

16.4 Each share entitles its shareholder to one (1) vote.

16.5 Except as otherwise required by the Companies Act, resolutions at a General Meeting duly convened will be passed by a simple majority of the shareholders present and voting, without any quorum requirements.

16.6 Before commencing any deliberations, the chairman of the General Meeting shall appoint a secretary and the shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the meeting's board.

The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the meeting's board and by any shareholder who wishes to do so.

However, in case decision of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board of Directors or any two other directors.

Chapter V. Financial Year, Annual Accounts, Distribution of Profits

Art. 17. Financial Year. The Company's financial year shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of each year.

Art. 18. Annual Accounts.

18.1 Each year, at the end of the financial year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Companies Act.

18.2 At the latest one month prior to the Annual General Meeting, the Board of Directors will admit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the statutory auditor who will thereupon draw up his report.

18.3 A fortnight before the Annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the board's report, the statutory auditor's and such other documents as may be required by the Companies Act shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the shareholders during regular business hours.

Art. 19. Distribution of Profits.

19.1 The credit balance on the profit and loss account, after deduction of the general expenses, social charges, write-offs and provisions for past and future contingencies as determined by the Board of Directors represents the net profit.

19.2 Every year five (5) per cent of the net profit will be set aside in order to build up the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued share capital.

19.3 The remaining balance of the net profit shall be at the disposal of the General Meeting.

19.4 Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the Board of Directors within the limits of the decision of the General Meeting.

19.5 Interim dividends may be paid by the Board of Directors within the conditions provided for by the Companies Act.

19.6 The General Meeting may decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursements of the capital without reducing the corporate capital.

Chapter VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting deliberating in the manner required for amendments to the Articles.

Art. 21. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the General Meeting, deliberating in the manner required for amendments to the Articles, will determine the method of liquidation and nominate one or several liquidators and determine their powers.

Chapter VII. General Provision

Art. 22. All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the provisions of the Companies Act.

Transitional Provisions

- 1) The first business year begins today and ends on 31 December 2010.
- 2) The first Annual General Meeting will be held in 2011.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to 31 (thirty-one) shares representing the total share capital as follows:

Shareholders	Shares	Payments (in EUR)
Okommo S.A., prenamed	31	31,000.
Total:	31	31,000.

All these shares are paid up by the shareholders to an extent of 100% by payment in cash such that the sum of EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro) paid in by the shareholders is from now on at the free disposal of the Company, proof thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 1.300, (one thousand three hundred euro).

Extraordinary General Meeting of Shareholders

The above named parties, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, have proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders and having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of directors is set at three directors and that of the statutory auditor (the "commissaire aux comptes") at one.
2. The following persons are appointed as directors:
 - Mr. Bernd HÖGEL, financial analyst, with address at Wilhelm Zeraua Road in Omaruru, Namibia, P.O. Box 80, as A director of the Company;
 - Mr. Federigo CANNIZZARO DI BELMONTINO, jurist; and
 - Mr. François MANTI, director,
 both of them professionally residing at L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, as B directors of the Company.

3. Luxembourg International Consulting S.A., en abrégé Interconsult, with registered office at L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (“Registre de Commerce et des Sociétés”) under number B 40.312, is appointed as statutory auditor of the Company.

4. The Company’s registered office is set at 7, Val Sainte Croix in L-1371 Luxembourg.

5. To set the term of office of the directors and the statutory auditor of the Company at the end of the Annual General Meeting to be held in 2016.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between English and French versions, the English version will be prevailing.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française:

L’an deux mille dix, le six septembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Okommo S.A., une société de droit luxembourgeois, représentée par son conseil d’administration actuellement en fonction et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix à L-1371 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 145.345, ici dûment représentée par Monsieur François MANTI, juriste, demeurant professionnellement à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, en vertu d’une procuration donnée à Kirchheim/Teck, le 20 juillet 2010.

Ladite procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise ensemble à la formalité de l’enregistrement.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les «Statuts») d’une société anonyme qu’ils déclarent constituer entre eux et qu’ils ont arrêtés comme suit:

Chapitre I^{er}. Dénomination - Siège social - Durée Objet

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme prenant la dénomination de «Omuti S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le Siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l’assemblée générale des actionnaires de la Société (l’ «Assemblée Générale») statuant comme en matière de changement des Statuts. Il peut être déplacé dans les limites de la commune par simple décision du Conseil d’Administration de la Société (le «Conseil d’Administration»).

2.2 Le Conseil d’Administration a encore le droit de créer des bureaux, centres administratifs et agences en tous lieux appropriés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu’à l’étranger.

2.3 Lorsque des événements extraordinaires d’ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l’activité normale au siège ou la communication aisée avec le siège, se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l’étranger jusqu’à cessation complète des circonstances anormales. Cette mesure provisoire n’aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle restera une société luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l’organe de la Société le mieux placé pour ce faire suivant les circonstances.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social.

La Société peut:

- accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l’administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations;

- créer, gérer, mettre en valeur et liquider un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, en vue d’acquérir, par voie d’apport, de souscription, de prise ferme ou d’option d’achat, des titres et brevets, de réaliser ceux-ci par voie de vente, de cession, d’échange ou autrement, et d’accorder aux sociétés au sein desquelles la Société détient une participation et/ou à ses filiales, tous concours, prêt, avance ou garantie;

- prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant sans limitation, des transactions commerciales, financières, mobilières ou immobilières qu'elle jugera nécessaire ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social;
- emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligation de toute nature.

Chapitre II. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 31.000, (trente et un mille euros), représentés par 31 (trente et une) actions d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille euros) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de changement des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

6.2 Un registre des actions nominatives sera tenu au siège de la Société, où il pourra être consulté par chaque actionnaire. La propriété et le transfert des actions nominatives sera établie par inscription dans ledit registre.

6.3 Des certificats constatant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront signés par le président du Conseil d'Administration ainsi que par un autre administrateur ou lorsque aucun président n'a été nommé par deux administrateurs.

6.4 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société. La même règle sera appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

6.5 Les sommes non-libérées, le cas échéant, des actions souscrites peuvent être appelées à tout moment et à la discrétion du Conseil d'Administration, à condition toutefois que les appels de fonds seront faits sur toutes les actions dans la même proportion et au même moment. Tout arriéré de paiement donnera de plein droit lieu à des intérêts de retard de dix (10) pour cent par an à partir de la date à laquelle le paiement est dû en faveur de la Société.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Chapitre III. Administration - Surveillance

Art. 7. Nomination et Révocation des Administrateurs.

7.1 La Société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois (3) membres, qui seront nommés par l'Assemblée Générale pour un terme ne pouvant excéder six (6) ans. Les administrateurs pourront être révoqués à tout moment à la seule discrétion de l'Assemblée Générale.

7.2 Les administrateurs sortants sont rééligibles.

7.3 En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, démission ou autre, les administrateurs peuvent se réunir et élire à la majorité un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Art. 8. Réunions du Conseil d'Administration.

8.1 Le Conseil d'Administration peut élire un président parmi ses membres. Il peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.

Le président présidera toutes Assemblées Générales et toutes réunions du Conseil d'Administration. En son absence ou lorsque aucun président n'a été élu, l'Assemblée Générale, respectivement le Conseil d'Administration choisira une autre personne en tant que président pro tempore à la majorité des membres présents ou représentés.

8.2 Les réunions du Conseil d'Administration sont convoqués par le président ou, à son défaut, par deux autres membres du Conseil d'Administration.

Les administrateurs sont convoqués séparément à chaque réunion du Conseil d'Administration. Excepte en cas d'urgences qui seront spécifiés dans la convocation ou sur accord préalable de tous les membres, le délai de convocation sera d'au moins huit (8) jours.

La réunion peut être valablement tenu sans convocation préalable si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

8.3 Les réunions sont tenues au siège social de la Société.

8.4 Il peut être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque administrateur donné par lettre, téléfax, télégramme ou télex. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues à une période et à un endroit dans une planification de réunions préalablement adoptée par résolution du Conseil d'Administration.

8.5 Chaque administrateur peut agir à une réunion en nommant comme son mandataire un autre administrateur par lettre, téléfax, télégramme ou télex.

Un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues, à la condition toutefois qu'au moins deux administrateurs participent à la réunion.

8.6 Les administrateurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au Conseil d'Administration puissent s'entendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

8.7 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les résolutions ou actes signés par tous les administrateurs produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent résulter de lettre, télécopie ou télex.

8.8 Un administrateur ayant un intérêt personnel contraire à ou en conflit avec celui de la Société dans une matière soumise à l'accord du Conseil d'Administration sera obligé d'en informer le Conseil d'Administration et il en sera fait état dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra participer à cette délibération du conseil. A la prochaine Assemblée Générale, avant tout autre vote, les actionnaires seront informés des cas dans lesquels un administrateur avait un intérêt personnel contraire à ou en conflit avec celui de la Société.

Au cas où un quorum du Conseil d'Administration ne peut être atteint à cause d'un conflit d'intérêts, les décisions prises par la majorité requise des autres membres du Conseil d'Administration présents ou représentés et votants à cette réunion seront réputés valables.

Aucun contrat ni aucune transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs des administrateurs ou directeurs de la Société ont un intérêt personnel dans, ou sont administrateurs, associés, directeurs ou employés d'une telle société ou entité. Tout administrateur qui serait administrateur, directeur ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires ne pourra, pour la seule raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Art. 9. Décisions du Conseil d'Administration.

9.1 Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux insérés dans des registres spéciaux et signés par le président ou, à son défaut, par deux autres membres du Conseil d'Administration. Toutes procurations y resteront annexées.

9.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux autres administrateurs.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges d'accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les présents statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration. Chaque administrateur sera investi d'un pouvoir de signature A ou d'un pouvoir de signature B.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs.

11.1 Le Conseil d'Administration peut déléguer pour partie ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut par ailleurs donner des pouvoirs pour des transactions déterminées et révoquer de tels pouvoirs à tout moment.

11.2 Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués. Cette délégation nécessite l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

11.3 La Société est engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un administrateur disposant d'un pouvoir de signature A et d'un administrateur disposant d'un pouvoir de signature B ou par les signatures conjointes ou la signature unique de tous fondés de pouvoir spéciaux auxquels de tels pouvoirs de signature ont été conférés par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 12. Indemnisation. La Société peut indemniser tout administrateur ou directeur et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement encourues par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure à laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un administrateur ou directeur de la Société ou, à la requête de toute autre société de laquelle la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave ou de mauvaise gestion.

En cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un conseiller que la personne qui doit être indemnisée n'a pas failli à ses devoirs de la manière visée ci-dessus. Le précédent droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits auxquels il a droit.

Art. 13. Commissaire aux comptes. La révision des comptes annuels de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes sont nommés par l'Assemblée Générale, qui fixe leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, ce mandat ne pouvant pas excéder six (6) an.

Chapitre IV. Assemblées Générales des Actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi de 1915.

Art. 15. Assemblée Générale Annuelle - Autres Assemblées Générales.

15.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale Annuelle») se réunit au siège social ou à un autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième mardi du mois d'avril à 10.00 heures du matin.

15.2 Si ce jour est un jour férié bancaire au Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle se réunit le premier jour ouvrable qui suit, à la même heure. L'Assemblée Générale Annuelle peut être tenue à l'étranger si suivant l'appréciation souveraine du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

15.3 D'autres Assemblées Générales peuvent être tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives.

Art. 16. Procédure - Vote.

16.1 Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'Administration ou, si les circonstances exceptionnelles l'exigent, par deux administrateurs agissant conjointement.

L'Assemblée Générale devra être convoquée lorsqu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital souscrit le requiert. Dans ces cas, les actionnaires concernés devront spécifier l'ordre du jour.

16.2 Les convocations aux Assemblées Générales sont faites par lettre recommandée avec un préavis d'au moins huit (8) jours.

Toutes les convocations doivent contenir l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'Assemblée Générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

16.3 Tout actionnaire aura le droit de se faire représenter à toute Assemblée Générale en nommant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme ou télex une autre personne mandataire, actionnaire ou non.

Le Conseil d'Administration fixera les conditions requises pour prendre part aux Assemblées Générales.

16.4 Chaque action donne droit à une (1) voix.

16.5 Excepté dans les cas prévus par la Loi de 1915, les résolutions des Assemblées Générales dûment convoquées seront valablement prises par la majorité simple des actionnaires présents et votants, sans qu'un quorum ne soit requis.

16.6 Avant de procéder à toute délibération, le président de l'Assemblée Générale nomme un secrétaire et les actionnaires désignent un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur constituent le bureau de l'Assemblée Générale.

Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui en fait la demande.

Cependant, et au cas où des décisions de l'Assemblée Générale doivent être certifiées, des copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux autres administrateurs.

Chapitre V. Année sociale - Comptes annuels Répartition des bénéfices

Art. 17. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année de l'année suivante.

Art. 18. Comptes annuels.

18.1 Chaque année, à la fin de l'année sociale, le Conseil d'Administration dressera les comptes annuels de la Société dans la forme requise par la Loi de 1915.

18.2 Le Conseil d'Administration soumettra au plus tard un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle ordinaire le bilan et le compte de profits et pertes ensemble avec leur rapport et les documents afférents tels que prescrits par la loi, à l'examen d'un commissaire aux comptes, qui rédigera sur cette base son rapport de révision.

18.3 Le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport du Conseil d'Administration, le rapport du commissaire aux comptes ainsi que tous les autres documents requis par la Loi de 1915, seront déposés au siège social de la Société au moins quinze (15) jour avant l'Assemblée Générale Annuelle. Ces documents seront à la disposition des actionnaires qui pourront les consulter durant les heures de bureau ordinaires.

Art. 19. Répartition des bénéfices.

19.1 Le bénéfice net est représenté par le solde créditeur du compte des profits et pertes après déduction des dépenses générales, des charges sociales, des amortissements et provisions pour risques passés et futures, tels que déterminés par le Conseil d'Administration.

19.2 Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq (5) pour cent à la formation ou à l'alimentation de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix (10) pour cent du capital social.

19.3 L'Assemblée Générale décide souverainement de l'affectation du solde.

19.4 Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le Conseil d'Administration dans les limites de la décision de l'Assemblée Générale.

19.5 Le Conseil d'Administration est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales.

19.6 L'Assemblée Générale peut décider d'affecter des bénéfices et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Chapitre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. La Société peut être dissoute en tout temps par une décision de l'Assemblée Générale prise conformément aux conditions exigées pour une modification des Statuts.

Art. 21. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, l'Assemblée Générale, en délibérant conformément aux conditions exigées pour les modifications des Statuts, décidera du mode de liquidation et nommera un ou plusieurs liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

Chapitre VII. Disposition générale

Art. 22. Pour tous les points qui ne sont pas régis par les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2010.
- 2) La première Assemblée Générale Annuelle sera tenue en 2011.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant déclare qu'il souscrit les 31 (trente et une) actions représentant la totalité du capital social comme suit:

Actionnaires	Actions	Paiements (en EUR)
Okommo S.A., préqualifiée	31	31.000,
Total:	31	31.000,

Toutes ces actions ont été libérées par les actionnaires à hauteur de 100% par paiement en espèces, de sorte que le montant de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de EUR 1.300,- (mille trois cents euros).

Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci est régulièrement constitué, ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateurs est fixé à trois administrateurs et celui des commissaires aux comptes est fixé à un.
2. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs:
 - Monsieur Bernd HÖGEL, analyste financier, demeurant Wilhelm Zeraua Road in Omaruru, Namibia, P.O. Box 80, en tant qu'administrateur A de la Société;
 - Monsieur Federigo CANNIZZARO DI BELMONTINO, juriste; et
 - Monsieur François MANTI, juriste,
 tous les deux demeurant professionnellement à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, en tant qu'administrateur B de la Société.

3. Luxembourg International Consulting S.A., en abrégé Interconsult, ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 40.312 est nommée commissaire aux comptes de la Société.

4. Le siège social de la Société est fixé au 7, Val Sainte Croix à L1371 Luxembourg.

5. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale de 2016.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Manti et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 septembre 2010. LAC/2010/39271. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123163/541.

(100140087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Torroshomes International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 110.767.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires, en date du 30 août 2010

- Constatation de la nomination par le conseil d'administration de Monsieur Marc Schintgen en qualité de Président du conseil d'administration;

- Acceptation de la démission de Kitz S.A. (qui a entretemps changé sa forme de société en société à responsabilité limitée) de son poste d'administrateur avec effet immédiat;

- Nomination de Madame Stéphanie Marion, résidant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1 rue Goethe comme nouvel administrateur de la société pour une période de 6 ans jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2015;

- Reconduction des mandats des autres administrateurs et du commissaire aux comptes pour une période de 6 ans prenant fin à la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123231/18.

(100139907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

U.F. Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 151.363.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59602 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123233/10.

(100140106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

U.F. Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 151.364.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59603 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010123235/10.

(100139781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Private Equity Selection International (PESI) 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 84.135.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 23 avril 2010

En date du 23 avril 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Olivier De Sesmaisons, de Monsieur Jean-Marie Rinié, de Monsieur Jean Daumet et de Monsieur Jean-Yves Lagache, en qualité d'Administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui approuvera les comptes au 31 décembre 2008.

Luxembourg, le 9 septembre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010123362/16.

(100139241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

United Fund of Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 67.574.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le dix août.

Par devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Madame Frédérique VATRIQUANT, employée privée, demeurant professionnellement au 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange,

"le mandataire"

agissant en qualité de mandataire spécial de BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, une société ayant son siège au 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange, mieux qualifiée ci-après "le mandant"

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 06 août 2010, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société d'investissement à capital variable "UNITED FUND OF FUNDS", (initialement dénommée UEB Fund of Funds) ayant son siège social à L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 67.574, a été constituée suivant acte notarié reçu le 18 décembre 1998, publié au Mémorial C numéro 51 du 28 janvier 1999; que ses statuts ont été modifiés suivant acte notarié reçu le 25 avril 2000, publié au Mémorial C numéro 599 du 22 août 2000;

II.- Que le capital social de la société d'investissement à capital variable "UNITED FUND OF FUNDS", prédésignée, s'élève actuellement à 100 GBP représentés par une action sans désignation de valeur nominale, intégralement libérée.

III.- Que leur mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société d'investissement à capital variable "UNITED FUND OF FUNDS".

IV.- Que le mandant est devenu propriétaire de toutes les actions de la susdite société d'investissement à capital variable et qu'en tant qu'actionnaire unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que le mandant, en tant qu'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 10 août 2010, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

VI.- Que le mandant déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'actionnaire unique est investie de l'entièreté de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entièreté du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 10 août 2010 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- que la liquidation du passif de la société devra être terminée avant toute appropriation de quelque manière que ce soit des actifs de la société d'investissement à capital variable en tant qu'actionnaire unique;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

VII.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la société d'investissement à capital variable dissoute.

VIII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs, commissaire de surveillance et directeurs de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

IX.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans aux bureaux de BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, situés actuellement à 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange..

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes est évalué à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné et connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. VATRIQUANT, G. LECUIT

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 août 2010. Relation: LAC/2010/35895. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123236/60.

(100139622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

**Vitus Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Lion Residential S. à r. l.).**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 125.263.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 06 septembre 2010 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 07 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123237/12.

(100139607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Algeco/Scotsman Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 132.029.

Extrait des résolutions des Associés prises en date du 13 août 2010

Les Associés de la Société ont décidé comme suit:

- de démissionner:

* Robert SINGER en qualité de Gérant de classe A de la Société et ce avec effet immédiat;

- d'accepter la démission de:

* Richard van 't HOF en qualité de Gérant de classe B de la Société et ce avec effet au 21 avril 2010;

- de nommer:

* Monsieur Eric Lechat, né le 21 février 1980 à Louvain, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en qualité de Gérant de classe B de la Société et ce avec effet au 21 avril 2010 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 9 septembre 2010.
Pour extrait analytique conforme
Eric Lechat
Gérant de classe B

Référence de publication: 2010123274/21.

(100139301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Velcan Energy Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 145.006.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2010123239/12.

(100140093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Walter Management & Financing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 88.125.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123241/10.

(100139953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Capital Développement Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 47.206.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

1. La clôture de la liquidation de la société a été prononcée le 13 août 2010;
2. Les livres et documents de la société liquidée seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la société au 16, Boulevard Emmanuel Servais à Luxembourg.

Pour la société CAPITAL DEVELOPPEMENT EUROPE S.A. (en liquidation)

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010123269/14.

(100138915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 127.330.

En vertu de l'article 79 (1) de la loi sur le Registre de Commerce et des Sociétés du 19 décembre 2002, les comptes annuels au 31 décembre 2009, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

a&c Management Services

Expert-Comptable

Signature

Référence de publication: 2010123273/13.

(100139397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

PHD Overseas Limited, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 26.025.

Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale annuelle des actionnaires en date du 1^{er} septembre 2010:

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2016, à savoir:

Administrateurs

Cristina Fileno, 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

Hermanus Roelof Willem Troskie, 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

Rory Charles Kerr, 16, Windsor Place, Dublin 2, Irlande

Commissaire aux comptes

Maitland Luxembourg S.A., 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010123182/20.

(100139669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Pierso S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 97.527.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue en date du 27 août 2010 a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Frank Walenta, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat.
- Ivo Hemelraad, 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

- Le siège social de la société est transféré au «15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg» avec effet immédiat.

Il conviendra également de noter que l'adresse de la gérante Madame Johanna Dirkje van Oort se situe désormais au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Luxembourg, le 9 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010123183/18.

(100140063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Klarolux Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 147.311.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution du conseil de gérance prise en date du 26 août 2010 que le siège social de la Société est transféré au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 26 août 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2010.

Pour Klarolux Investments S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010123338/15.

(100139044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.